Envoyé en préfecture le 17/12/2024
Reçu en préfecture le 17/12/2024
Publié le
ID : 063-216304519-20241210-2024_070-DE

Département du
PUY DE DOME

Arrondissement de
ISSOIRE

Commune de
VERNINES

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Réf : 2024_070

Date de la convocation
04/12/2024

Date d'affichage
04/12/2024

Nombres de Conseillers:
Présents : 8
En exercice : 8
Votants : 8

A l'unanimité
Pour : 8
Contre : 0
Abstentions : 0

Acte rendu executoire après dépôt en Sous-Préfecture d'Issoire
le : 17/12/2024

Publication ou notification le :
18/12/2024

Le Maire,
Martine BONY

L'an **deux mil vingt quatre le : 10 Décembre**
le Conseil Municipal de la commune de VERNINES,
dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,
à la Mairie sous la présidence de BONY Martine, Maire

Présents : Mme BONY Martine, Maire, Mmes : BEAUDONNAT Sandrine, RANDANNE Caroline, MM : BEAUDONNAT Luc, FERRY Denis, MILLIROUX Julien, PIQUET Loïc, VOUTE Benjamin

Secrétaire de la séance : Mme BEAUDONNAT Sandrine

Objet de la délibération :

Renouvellement Concession Chalet Lac Servières - GILLET L.

Madame le Maire rappelle que les forêts appartenant aux collectivités ou aux sections de communes relèvent du régime forestier en vertu de l'article L. 211-1 du code forestier. L'ONF est chargé, par l'article L. 221-2 du code forestier de la mise en œuvre du code forestier ce qui comprend un avis sur la compatibilité à l'aménagement forestier sur tous les projets d'occupation et de travaux en forêt (article R 214-19 alinéa 2 du code forestier).

Une convention d'occupation de terrain par un chalet démontable en forêt bénéficiant du régime forestier a été signée entre la commune de Vernines assistée de l'ONF au titre du Régime Forestier et Monsieur GILLET Luc, domicilié 1 allée de la Pommeraie à Cébazat (63118).

Cette convention d'occupation a été signée le 21 novembre 2016.

Cette convention arrive à terme le 31 décembre 2025.

Lors de la signature de la convention, il y avait 15 chalets. Il reste à la date d'aujourd'hui 14 chalets, un chalet ayant été détruit par un incendie.

Depuis plusieurs années, la commune a engagé une réflexion avec les services de l'Etat, et l'ONF sur le bien-fondé du maintien ou non de ces chalets dans la forêt située au bord du lac Servières.
Depuis la signature des conventions d'occupation, la situation a évolué et plusieurs évènements et changements ont eu lieu.

En premier lieu, nous avons déploré l'incendie du chalet démontable

Envoyé en préfecture le 17/12/2024
Reçu en préfecture le 17/12/2024
Publié le
ID : 063-216304519-20241210-2024_070-DE

de Mme MARTINEZ Corinne, occupé par M. MARTINEZ Michel, le 16 avril 2022.
Cet accident qui n'a fait aucun blessé aurait pu être encore plus dramatique et entrainer la disparition de cette forêt.
Le SDIS a alerté la commune et l'ONF sur le risque d'apport de feu en forêt non maîtrisé dans ces constructions précaires.
Des poursuites pénales ont d'ailleurs été engagées à l'encontre de l'auteur de l'infraction « d'incendie involontaire des bois ou forêt appartenant à autrui » et ont donné lieu à une condamnation pénale.
L'attention de la commune a aussi été attirée sur les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2024-1336 du 5 août 2024 interdisant notamment tous types de feux à l'intérieur et jusqu'à une distance de 200 m des bois.
Cet événement a mis en évidence un risque pour la sécurité publique et la préservation de cette forêt.

En second lieu, l'ONF a alerté à plusieurs reprises la commune sur les risques de chute d'arbres.
Il a notamment été déploré la chute d'un arbre sur le toit du chalet de M. GILLET, le 22/10/2023, ce qui a donné lieu à une expertise en date du 8 décembre 2023 pour le compte de l'assureur de Mr GILLET.
La commune a donc été alertée sur ces risques pour la sécurité publique. A ce titre, l'ONF a fait extraire en 2023 les arbres secs et menaçant vis-à-vis des chalets. Les coûts de câblage pour protéger les chalets lors de l'abattage ont été assumés par la commune. L'ONF a alors alerté la collectivité et l'association des propriétaires-bénéficiaires des chalets du lac Servières, dont M. BLANC est président, des risques de chutes d'arbres liés aux attaques de scolytes sur les épicéas et aux coups de vents répétés sur le peuplement forestier.

En troisième lieu, il s'avère que cet espace est labélisé depuis le 21 janvier 2020 en Espace Naturel Sensible.
Ce classement vise notamment à assurer la préservation du lac Servières et le fonctionnement de son écosystème.
Le Département du Puy-de-Dôme a souhaité conserver l'accès à tous. Cependant la richesse et la fragilité du site imposent le respect de certaines règles, notamment :

- Baignade (animaux compris) et canotages interdits afin de préserver les herbiers aquatiques présents à faible profondeur
- Feux interdits, la proximité de la forêt ne tolère aucun feu ni barbecue
- Le camping est interdit

Des gardes nature arpentent le site et veillent au respect des bonnes pratiques indiquées.
Ce site naturel étant sensible, il faut impérativement veiller de façon collective pour garantir l'équilibre entre fréquentation et préservation.
Cet espace est également inscrit au titre de la Loi Paysage. Une modification est en cours pour renforcer la protection du site et obtenir le classement au titre de la même loi.

Il importe de préciser que cette parcelle se situe dans un secteur où les constructions ne sont pas admises dans le document d'urbanisme de la commune, à savoir la carte communale approuvé par arrêté préfectoral le 21 juillet 2005.

Envoyé en préfecture le 17/12/2024
Reçu en préfecture le 17/12/2024
Publié le
ID : 063-216304519-20241210-2024_070-DE

Enfin, cette parcelle n'est ni raccordée au réseau d'eau potable ni à l'assainissement (collectif ou individuel).

Au regard des motifs exposés ci-dessus (risques incendie, risques de chutes d'arbres, atteinte à l'environnement, protection des paysages),
Compte tenu que l'autorisation d'occupation par un chalet provisoire et démontable a été accordée à titre personnel, précaire, révocable et qu'elle n'est pas cessible du fait de la primauté de la gestion forestière sur toute autre considération.

Compte tenu que la convention comporte notamment un article 6 « durée de la convention » selon lequel « *la convention est accordée à compter du 1er janvier 2017 pour une durée de 9 ans soit jusqu'au 31 décembre 2025* » et qu'elle prend donc fin de plein droit au terme contractuel sans qu'elle puisse être reconduite,

Il est nécessaire de rappeler à l'occupant que la convention arrive à terme même si celle-ci ne prévoie pas de formalités particulières à mettre en œuvre.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal décide de :

- Notifier au bénéficiaire, Monsieur GILLET Luc, en lettre recommandée avec accusé de réception la fin de la convention d'occupation de terrain à la date de fin de contrat, soit le 31 décembre 2025 ;
- Autoriser Madame le Maire à prendre toutes dispositions pour l'exécution de cette décision.

Fait en Mairie les jour, mois, et an que dessus.
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme

Le Maire, Martine BONY

MAIRIE DE VERNINES (63 Puy-de-Dôme)

Envoyé en préfecture le 17/12/2024
Reçu en préfecture le 17/12/2024
Publié le
ID : 063-216304519-20241210-2024_071-DE

Département du
PUY DE DOME

Arrondissement de
ISSOIRE

Commune de
VERNINES

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Réf : 2024_071

Date de la convocation
04/12/2024

Date d'affichage
04/12/2024

Nombres de Conseillers:
Présents : 8
En exercice : 8
Votants : 8

A l'unanimité
Pour : 8
Contre : 0
Abstentions : 0

Acte rendu executoire après dépôt en Sous-Préfecture d'Issoire
le : 17/12/2024

Publication ou notification le :
18/12/2024

Le Maire,
Martine BONY

MAIRIE DE VERNINES 63 Puy-de-Dôme

L'an **deux mil vingt quatre le : 10 Décembre**
le Conseil Municipal de la commune de VERNINES,
dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,
à la Mairie sous la présidence de BONY Martine, Maire

Présents : Mme BONY Martine, Maire, Mmes : BEAUDONNAT Sandrine, RANDANNE Caroline, MM : BEAUDONNAT Luc, FERRY Denis, MILLIROUX Julien, PIQUET Loïc, VOUTE Benjamin

Secrétaire de la séance : Mme BEAUDONNAT Sandrine

Objet de la délibération :

Renouvellement Concession Chalet Lac Servières - CROIZET C.

Madame le Maire rappelle que les forêts appartenant aux collectivités ou aux sections de communes relèvent du régime forestier en vertu de l'article L. 211-1 du code forestier. L'ONF est chargé, par l'article L. 221-2 du code forestier de la mise en œuvre du code forestier ce qui comprend un avis sur la compatibilité à l'aménagement forestier sur tous les projets d'occupation et de travaux en forêt (article R 214-19 alinéa 2 du code forestier).

Une convention d'occupation de terrain par un chalet démontable en forêt bénéficiant du régime forestier a été signée entre la commune de Vernines assistée de l'ONF au titre du Régime Forestier et Madame CROIZET Colette, domiciliée 3 impasse Pommeraie – Epinet à Saint-Beauzire (63660).

Cette convention d'occupation a été signée le 8 juin 2017.

Cette convention arrive à terme le 31 décembre 2026.

Lors de la signature de la convention, il y avait 15 chalets. Il reste à la date d'aujourd'hui 14 chalets, un chalet ayant été détruit par un incendie.

Depuis plusieurs années, la commune a engagé une réflexion avec les services de l'Etat, et l'ONF sur le bien-fondé du maintien ou non de ces chalets dans la forêt située au bord du lac Servières.
Depuis la signature des conventions d'occupation, la situation a évolué et plusieurs évènements et changements ont eu lieu.

En premier lieu, nous avons déploré l'incendie du chalet démontable

Envoyé en préfecture le 17/12/2024
Reçu en préfecture le 17/12/2024
Publié le
ID : 063-216304519-20241210-2024_071-DE

de Mme MARTINEZ Corinne, occupé par M. MARTINEZ Michel, le 16 avril 2022.
Cet accident qui n'a fait aucun blessé aurait pu être encore plus dramatique et entrainer la disparition de cette forêt.
Le SDIS a alerté la commune et l'ONF sur le risque d'apport de feu en forêt non maîtrisé dans ces constructions précaires.
Des poursuites pénales ont d'ailleurs été engagées à l'encontre de l'auteur de l'infraction « d'incendie involontaire des bois ou forêt appartenant à autrui » et ont donné lieu à une condamnation pénale.
L'attention de la commune a aussi été attirée sur les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2024-1336 du 5 août 2024 interdisant notamment tous types de feux à l'intérieur et jusqu'à une distance de 200 m des bois.
Cet événement a mis en évidence un risque pour la sécurité publique et la préservation de cette forêt.

En second lieu, l'ONF a alerté à plusieurs reprises la commune sur les risques de chute d'arbres.
Il a notamment été déploré la chute d'un arbre sur le toit d'un chalet, le 22/10/2023.
La commune a donc été alertée sur ces risques pour la sécurité publique. A ce titre, l'ONF a fait extraire en 2023 les arbres secs et menaçant vis-à-vis des chalets. Les coûts de câblage pour protéger les chalets lors de l'abattage ont été assumés par la commune. L'ONF a alors alerté la collectivité et l'association des propriétaires-bénéficiaires des chalets du lac Servières, dont M. BLANC est président, des risques de chutes d'arbres liés aux attaques de scolytes sur les épicéas et aux coups de vents répétés sur le peuplement forestier.

En troisième lieu, il s'avère que cet espace est labélisé depuis le 21 janvier 2020 en Espace Naturel Sensible.
Ce classement vise notamment à assurer la préservation du lac Servières et le fonctionnement de son écosystème.
Le Département du Puy-de-Dôme a souhaité conserver l'accès à tous. Cependant la richesse et la fragilité du site imposent le respect de certaines règles, notamment :

- Baignade (animaux compris) et canotage interdits afin de préserver les herbiers aquatiques présents à faible profondeur
- Feux interdits, la proximité de la forêt ne tolère aucun feu ni barbecue
- Le camping est interdit

Des gardes nature arpentent le site et veillent au respect des bonnes pratiques indiquées.
Ce site naturel étant sensible, il faut impérativement veiller de façon collective pour garantir l'équilibre entre fréquentation et préservation.
Cet espace est également inscrit au titre de la Loi Paysage. Une modification est en cours pour renforcer la protection du site et obtenir le classement au titre de la même loi.

Il importe de préciser que cette parcelle se situe dans un secteur où les constructions ne sont pas admises dans le document d'urbanisme de la commune, à savoir la carte communale approuvée par arrêté préfectoral le 21 juillet 2005.

Enfin, cette parcelle n'est ni raccordée au réseau d'eau potable ni à

Envoyé en préfecture le 17/12/2024
Reçu en préfecture le 17/12/2024
Publié le
ID : 063-216304519-20241210-2024_071-DE

l'assainissement (collectif ou individuel).

Au regard des motifs exposés ci-dessus (risques incendie, risques de chutes d'arbres, atteinte à l'environnement, protection des paysages),
Compte tenu que l'autorisation d'occupation par un chalet provisoire et démontable a été accordée à titre personnel, précaire, révocable et qu'elle n'est pas cessible du fait de la primauté de la gestion forestière sur toute autre considération.

Compte tenu que la convention comporte notamment un article 6 « durée de la convention » selon lequel « *la convention est accordée à compter du 1er janvier 2018 pour une durée de 9 ans soit jusqu'au 31 décembre 2026* » et qu'elle prend donc fin de plein droit au terme contractuel sans qu'elle puisse être reconduite,

Il est nécessaire de rappeler à l'occupant que la convention arrive à terme même si celle-ci ne prévoie pas de formalités particulières à mettre en œuvre.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal décide de :

- Notifier au bénéficiaire, Madame CROIZET Colette, en lettre recommandée avec accusé de réception la fin de la convention d'occupation de terrain à la date de fin de contrat, soit le 31 décembre 2026 ;
- Autoriser Madame le Maire à prendre toutes dispositions pour l'exécution de cette décision.

Fait en Mairie les jour, mois, et an que dessus.
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme

Le Maire, Martine BONY

MAIRIE DE VERNINES (Puy-de-Dôme)

Envoyé en préfecture le 17/12/2024
Reçu en préfecture le 17/12/2024
Publié le
ID : 063-216304519-20241210-2024_072-DE

Département du
PUY DE DOME

Arrondissement de
ISSOIRE

Commune de
VERNINES

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Réf : 2024_072

Date de la convocation
04/12/2024

Date d'affichage
04/12/2024

Nombres de Conseillers:
Présents : 8
En exercice : 8
Votants : 8

A l'unanimité
Pour : 8
Contre : 0
Abstentions : 0

Acte rendu executoire après dépôt en Sous-Préfecture d'Issoire
le : 17/12/2024

Publication ou notification le :
18/12/2024

Le Maire,
Martine BONY

MAIRIE DE VERNINES 63 (Puy-de-Dôme)

L'an **deux mil vingt quatre le : 10 Décembre**
le Conseil Municipal de la commune de VERNINES,
dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,
à la Mairie sous la présidence de BONY Martine, Maire

Présents : Mme BONY Martine, Maire, Mmes : BEAUDONNAT Sandrine, RANDANNE Caroline, MM : BEAUDONNAT Luc, FERRY Denis, MILLIROUX Julien, PIQUET Loïc, VOUTE Benjamin

Secrétaire de la séance : Mme BEAUDONNAT Sandrine

Objet de la délibération :

Renouvellement Concession Chalet Lac Servières - DURAND F.

Madame le Maire rappelle que les forêts appartenant aux collectivités ou aux sections de communes relèvent du régime forestier en vertu de l'article L. 211-1 du code forestier. L'ONF est chargé, par l'article L. 221-2 du code forestier de la mise en œuvre du code forestier ce qui comprend un avis sur la compatibilité à l'aménagement forestier sur tous les projets d'occupation et de travaux en forêt (article R 214-19 alinéa 2 du code forestier).

Une convention d'occupation de terrain par un chalet démontable en forêt bénéficiant du régime forestier a été signée entre la commune de Vernines assistée de l'ONF au titre du Régime Forestier et Monsieur DURAND François, domicilié 33 rue Salengro à Bondy (93140).

Cette convention d'occupation a été signée le 9 août 2017.

Cette convention arrive à terme le 31 décembre 2026.

Lors de la signature de la convention, il y avait 15 chalets. Il reste à la date d'aujourd'hui 14 chalets, un chalet ayant été détruit par un incendie.

François DURAND est décédé le 14 avril 2023.
Le décès est une cause de résiliation de plein droit de la convention.

Suite à son décès, sa nièce, Charlotte DURAND domiciliée 4 rue des Pommiers à Vincennes (94300), a demandé à bénéficier de la concession.

Aucune nouvelle convention n'a été signée.

Envoyé en préfecture le 17/12/2024
Reçu en préfecture le 17/12/2024
Publié le
ID : 063-216304519-20241210-2024_072-DE

Depuis plusieurs années, la commune a engagé une réflexion avec les services de l'Etat, et l'ONF sur le bien-fondé du maintien ou non de ces chalets dans la forêt située au bord du lac Servières.
Depuis la signature des conventions d'occupation, la situation a évolué et plusieurs évènements et changements ont eu lieu.

En premier lieu, nous avons déploré l'incendie du chalet démontable de Mme MARTINEZ Corinne, occupé par Mr MARTINEZ Michel, le 16 avril 2022.
Cet accident qui n'a fait aucun blessé aurait pu être encore plus dramatique et entrainer la disparition de cette forêt.
Le SDIS a alerté la commune et l'ONF sur le risque d'apport de feu en forêt non maîtrisé dans ces constructions précaires.
Des poursuites pénales ont d'ailleurs été engagées à l'encontre de l'auteur de l'infraction « d'incendie involontaire des bois ou forêt appartenant à autrui » et ont donné lieu à une condamnation pénale.
L'attention de la commune a aussi été attirée sur les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2024-1336 du 5 août 2024 interdisant notamment tous types de feux à l'intérieur et jusqu'à une distance de 200 m des bois.
Cet événement a mis en évidence un risque pour la sécurité publique et la préservation de cette forêt.

En second lieu, l'ONF a alerté à plusieurs reprises la commune sur les risques de chute d'arbres.
Il a notamment été déploré la chute d'un arbre sur le toit d'un chalet, le 22/10/2023.
La commune a donc été alertée sur ces risques pour la sécurité publique. A ce titre, l'ONF a fait extraire en 2023 les arbres secs et menaçant vis-à-vis des chalets. Les coûts de câblage pour protéger les chalets lors de l'abattage ont été assumés par la commune. L'ONF a alors alerté la collectivité et l'association des propriétaires-bénéficiaires des chalets du lac Servières, dont M. BLANC est président, des risques de chutes d'arbres liés aux attaques de scolytes sur les épicéas et aux coups de vents répétés sur le peuplement forestier.

En troisième lieu, il s'avère que cet espace est labélisé depuis le 21 janvier 2020 en Espace Naturel Sensible.
Ce classement vise notamment à assurer la préservation du lac Servières et le fonctionnement de son écosystème.
Le Département du Puy-de-Dôme a souhaité conserver l'accès à tous. Cependant la richesse et la fragilité du site imposent le respect de certaines règles, notamment :

- Baignade (animaux compris) et canotages interdits afin de préserver les herbiers aquatiques présents à faible profondeur
- Feux interdits, la proximité de la forêt ne tolère aucun feu ni barbecue
- Le camping est interdit

Des gardes nature arpentent le site et veillent au respect des bonnes pratiques indiquées.
Ce site naturel étant sensible, il faut impérativement veiller de façon collective pour garantir l'équilibre entre fréquentation et préservation.
Cet espace est également inscrit au titre de la Loi Paysage. Une modification est en cours pour renforcer la protection du site et obtenir le classement au titre de

Envoyé en préfecture le 17/12/2024
Reçu en préfecture le 17/12/2024
Publié le
ID : 063-216304519-20241210-2024_072-DE

la même loi.

Il importe de préciser que cette parcelle se situe dans un secteur où les constructions ne sont pas admises dans le document d'urbanisme de la commune, à savoir la carte communale approuvée par arrêté préfectoral le 21 juillet 2005.

Enfin, cette parcelle n'est ni raccordée au réseau d'eau potable ni à l'assainissement (collectif ou individuel).

Au regard des motifs exposés ci-dessus (risques incendie, risques de chutes d'arbres, atteinte à l'environnement, protection des paysages) ;

Compte tenu que l'autorisation d'occupation par un chalet provisoire et démontable a été accordée à titre personnel, précaire, révocable et qu'elle n'est pas cessible du fait de la primauté de la gestion forestière sur toute autre considération ;

Compte tenu que la convention comporte notamment un article 6 « durée de la convention » selon lequel « *la convention est accordée à compter du 1er janvier 2018 pour une durée de 9 ans soit jusqu'au 31 décembre 2026* » et qu'elle prend donc fin de plein droit au terme contractuel sans qu'elle puisse être reconduite ;

Considérant que la convention comporte notamment à l'article 13-1 « Résiliation de plein droit » selon lequel « Compte tenu du caractère personnel de la présente autorisation, celle-ci s'arrête de plein droit au décès du propriétaire et de son conjoint » ;

Il est nécessaire de rappeler aux personnes intéressées que la convention arrive à terme même si celle-ci ne prévoie pas de formalités particulières à mettre en œuvre.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal décide de :

- Constater que la convention a été résiliée de plein droit suite au décès de François DURAND
- Notifier en tant que de besoin à Madame DURAND Charlotte, en lettre recommandée avec accusé de réception la fin de la convention d'occupation de terrain ;
- Autoriser Madame le Maire à prendre toutes dispositions pour l'exécution de cette décision.

Fait en Mairie les jour, mois, et an que dessus.
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme

Le Maire, Martine BONY

MAIRIE DE VERNINES (Puy-de-Dôme)

Envoyé en préfecture le 17/12/2024
Reçu en préfecture le 17/12/2024
Publié le
ID : 063-216304519-20241210-2024_073-DE

Département du
PUY DE DOME

Arrondissement de
ISSOIRE

Commune de
VERNINES

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Réf : 2024_073

Date de la convocation
04/12/2024

Date d'affichage
04/12/2024

Nombres de Conseillers:
Présents : 8
En exercice : 8
Votants : 8

A l'unanimité
Pour : 8
Contre : 0
Abstentions : 0

Acte rendu executoire après dépôt en Sous-Préfecture d'Issoire
le : 17/12/2024

Publication ou notification le :
18/12/2024

Le Maire,
Martine BONY

L'an **deux mil vingt quatre le : 10 Décembre**
le Conseil Municipal de la commune de VERNINES,
dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,
à la Mairie sous la présidence de BONY Martine, Maire

Présents : Mme BONY Martine, Maire, Mmes : BEAUDONNAT Sandrine, RANDANNE Caroline, MM : BEAUDONNAT Luc, FERRY Denis, MILLIROUX Julien, PIQUET Loïc, VOUTE Benjamin

Secrétaire de la séance : Mme BEAUDONNAT Sandrine

Objet de la délibération :

Renouvellement Concession Chalet Lac Servières - FONTVERNE S.

Madame le Maire rappelle que les forêts appartenant aux collectivités ou aux sections de communes relèvent du régime forestier en vertu de l'article L. 211-1 du code forestier. L'ONF est chargé, par l'article L. 221-2 du code forestier de la mise en œuvre du code forestier ce qui comprend un avis sur la compatibilité à l'aménagement forestier sur tous les projets d'occupation et de travaux en forêt (article R 214-19 alinéa 2 du code forestier).

Une convention d'occupation de terrain par un chalet démontable en forêt bénéficiant du régime forestier a été signée entre la commune de Vernines assistée de l'ONF au titre du Régime Forestier et Madame FONTVERNE Suzy, domiciliée 3 allée de Bellecroix – Bat B à Yzeure (03400), résidente 23 rue Rose Vallaud – Résidence OBEO à Yzeure (03400).

Cette convention d'occupation a été signée le 8 juin 2017.

Cette convention arrive à terme le 31 décembre 2026.

Lors de la signature de la convention, il y avait 15 chalets. Il reste à la date d'aujourd'hui 14 chalets, un chalet ayant été détruit par un incendie.

Depuis plusieurs années, la commune a engagé une réflexion avec les services de l'Etat, et l'ONF sur le bien-fondé du maintien ou non de ces chalets dans la forêt située au bord du lac Servières.
Depuis la signature des conventions d'occupation, la situation a évolué et plusieurs évènements et changements ont eu lieu.

Envoyé en préfecture le 17/12/2024
Reçu en préfecture le 17/12/2024
Publié le
ID : 063-216304519-20241210-2024_073-DE

En premier lieu, nous avons déploré l'incendie du chalet démontable de Mme MARTINEZ Corinne, occupé par Mr MARTINEZ Michel, le 16 avril 2022.
Cet accident qui n'a fait aucun blessé aurait pu être encore plus dramatique et entrainer la disparition de cette forêt.
Le SDIS a alerté la commune et l'ONF sur le risque d'apport de feu en forêt non maîtrisé dans ces constructions précaires.
Des poursuites pénales ont d'ailleurs été engagées à l'encontre de l'auteur de l'infraction « d'incendie involontaire des bois ou forêt appartenant à autrui » et ont donné lieu à une condamnation pénale.
L'attention de la commune a aussi été attirée sur les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2024-1336 du 5 août 2024 interdisant notamment tous types de feux à l'intérieur et jusqu'à une distance de 200 m des bois.
Cet événement a mis en évidence un risque pour la sécurité publique et la préservation de cette forêt.

En second lieu, l'ONF a alerté à plusieurs reprises la commune sur les risques de chute d'arbres.
Il a notamment été déploré la chute d'un arbre sur le toit d'un chalet, le 22/10/2023.
La commune a donc été alertée sur ces risques pour la sécurité publique. A ce titre, l'ONF a fait extraire en 2023 les arbres secs et menaçant vis-à-vis des chalets. Les coûts de câblage pour protéger les chalets lors de l'abattage ont été assumés par la commune. L'ONF a alors alerté la collectivité et l'association des propriétaires-bénéficiaires des chalets du lac Servières, dont M. BLANC est président, des risques de chutes d'arbres liés aux attaques de scolytes sur les épicéas et aux coups de vents répétés sur le peuplement forestier.

En troisième lieu, il s'avère que cet espace est labélisé depuis le 21 janvier 2020 en Espace Naturel Sensible.
Ce classement vise notamment à assurer la préservation du lac Servières et le fonctionnement de son écosystème.
Le Département du Puy-de-Dôme a souhaité conserver l'accès à tous. Cependant la richesse et la fragilité du site imposent le respect de certaines règles, notamment :

- Baignade (animaux compris) et canotages interdits afin de préserver les herbiers aquatiques présents à faible profondeur
- Feux interdits, la proximité de la forêt ne tolère aucun feu ni barbecue
- Le camping est interdit

Des gardes nature arpentent le site et veillent au respect des bonnes pratiques indiquées.
Ce site naturel étant sensible, il faut impérativement veiller de façon collective pour garantir l'équilibre entre fréquentation et préservation.
Cet espace est également inscrit au titre de la Loi Paysage. Une modification est en cours pour renforcer la protection du site et obtenir le classement au titre de la même loi.

Il importe de préciser que cette parcelle se situe dans un secteur où les constructions ne sont pas admises dans le document d'urbanisme de la commune, à savoir la carte communale approuvée par arrêté préfectoral le 21 juillet 2005.

Envoyé en préfecture le 17/12/2024
Reçu en préfecture le 17/12/2024
Publié le
ID : 063-216304519-20241210-2024_073-DE

Enfin, cette parcelle n'est ni raccordée au réseau d'eau potable ni à l'assainissement (collectif ou individuel).

Au regard des motifs exposés ci-dessus (risques incendie, risques de chutes d'arbres, atteinte à l'environnement, protection des paysages),
Compte tenu que l'autorisation d'occupation par un chalet provisoire et démontable a été accordée à titre personnel, précaire, révocable et qu'elle n'est pas cessible du fait de la primauté de la gestion forestière sur toute autre considération.

Compte tenu que la convention comporte notamment un article 6 « durée de la convention » selon lequel « *la convention est accordée à compter du 1er janvier 2018 pour une durée de 9 ans soit jusqu'au 31 décembre 2026* » et qu'elle prend donc fin de plein droit au terme contractuel sans qu'elle puisse être reconduite,

Il est nécessaire de rappeler à l'occupant que la convention arrive à terme même si celle-ci ne prévoie pas de formalités particulières à mettre en œuvre.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal décide de :

- Notifier au bénéficiaire, Madame FONTVERNE Suzy, en lettre recommandée avec accusé de réception la fin de la convention d'occupation de terrain à la date de fin de contrat, soit le 31 décembre 2026 ;
- Autoriser Madame le Maire à prendre toutes dispositions pour l'exécution de cette décision.

Fait en Mairie les jour, mois, et an que dessus.
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme

Le Maire, Martine BONY

MAIRIE DE VERNINES 63 (Puy-de-Dôme)

Envoyé en préfecture le 17/12/2024
Reçu en préfecture le 17/12/2024
Publié le
ID : 063-216304519-20241210-2024_074-DE

Département du
PUY DE DOME

Arrondissement de
ISSOIRE

Commune de
VERNINES

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Réf : 2024_074

Date de la convocation
04/12/2024

Date d'affichage
04/12/2024

Nombres de Conseillers:
Présents : 8
En exercice : 8
Votants : 8

A l'unanimité
Pour : 8
Contre : 0
Abstentions : 0

Acte rendu executoire après dépôt en Sous-Préfecture d'Issoire
le : 17/12/2024

Publication ou notification le :
18/12/2024

Le Maire,
Martine BONY

MAIRIE DE VERNINES 63 (Puy-de-Dôme)

L'an **deux mil vingt quatre le : 10 Décembre**
le Conseil Municipal de la commune de VERNINES,
dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,
à la Mairie sous la présidence de BONY Martine, Maire

Présents : Mme BONY Martine, Maire, Mmes : BEAUDONNAT Sandrine, RANDANNE Caroline, MM : BEAUDONNAT Luc, FERRY Denis, MILLIROUX Julien, PIQUET Loïc, VOUTE Benjamin

Secrétaire de la séance : Mme BEAUDONNAT Sandrine

Objet de la délibération :

Renouvellement Concession Chalet Lac Servières - DERICHEBOURG T.

Madame le Maire rappelle que les forêts appartenant aux collectivités ou aux sections de communes relèvent du régime forestier en vertu de l'article L. 211-1 du code forestier. L'ONF est chargé, par l'article L. 221-2 du code forestier de la mise en œuvre du code forestier ce qui comprend un avis sur la compatibilité à l'aménagement forestier sur tous les projets d'occupation et de travaux en forêt (article R 214-19 alinéa 2 du code forestier).

Une convention d'occupation de terrain par un chalet démontable en forêt bénéficiant du régime forestier a été signée entre la commune de Vernines assistée de l'ONF au titre du Régime Forestier et Monsieur DERICHEBOURG Thomas, domicilié 33 avenue d'Eylau à Paris (75116).

Cette convention d'occupation a été signée le 20 août 2018.

Cette convention arrive à terme le 31 décembre 2025.

Lors de la signature de la convention, il y avait 15 chalets. Il reste à la date d'aujourd'hui 14 chalets, un chalet ayant été détruit par un incendie.

Depuis plusieurs années, la commune a engagé une réflexion avec les services de l'Etat, et l'ONF sur le bien-fondé du maintien ou non de ces chalets dans la forêt située au bord du lac Servières.
Depuis la signature des conventions d'occupation, la situation a évolué et plusieurs évènements et changements ont eu lieu.

Envoyé en préfecture le 17/12/2024
Reçu en préfecture le 17/12/2024
Publié le
ID : 063-216304519-20241210-2024_074-DE

En premier lieu, nous avons déploré l'incendie du chalet démontable de Mme MARTINEZ Corinne, occupé par Mr MARTINEZ Michel, le 16 avril 2022.
Cet accident qui n'a fait aucun blessé aurait pu être encore plus dramatique et entrainer la disparition de cette forêt.
Le SDIS a alerté la commune et l'ONF sur le risque d'apport de feu en forêt non maîtrisé dans ces constructions précaires.
Des poursuites pénales ont d'ailleurs été engagées à l'encontre de l'auteur de l'infraction « d'incendie involontaire des bois ou forêt appartenant à autrui » et ont donné lieu à une condamnation pénale.
L'attention de la commune a aussi été attirée sur les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2024-1336 du 5 août 2024 interdisant notamment tous types de feux à l'intérieur et jusqu'à une distance de 200 m des bois.
Cet événement a mis en évidence un risque pour la sécurité publique et la préservation de cette forêt.

En second lieu, l'ONF a alerté à plusieurs reprises la commune sur les risques de chute d'arbres.
Il a notamment été déploré la chute d'un arbre sur le toit d'un chalet, le 22/10/2023.
La commune a donc été alertée sur ces risques pour la sécurité publique. A ce titre, l'ONF a fait extraire en 2023 les arbres secs et menaçant vis-à-vis des chalets. Les coûts de câblage pour protéger les chalets lors de l'abattage ont été assumés par la commune. L'ONF a alors alerté la collectivité et l'association des propriétaires-bénéficiaires des chalets du lac Servières, dont M. BLANC est président, des risques de chutes d'arbres liés aux attaques de scolytes sur les épicéas et aux coups de vents répétés sur le peuplement forestier.

En troisième lieu, il s'avère que cet espace est labélisé depuis le 21 janvier 2020 en Espace Naturel Sensible.
Ce classement vise notamment à assurer la préservation du lac Servières et le fonctionnement de son écosystème.
Le Département du Puy-de-Dôme a souhaité conserver l'accès à tous. Cependant la richesse et la fragilité du site imposent le respect de certaines règles, notamment :

- Baignade (animaux compris) et canotage interdits afin de préserver les herbiers aquatiques présents à faible profondeur
- Feux interdits, la proximité de la forêt ne tolère aucun feu ni barbecue
- Le camping est interdit

Des gardes nature arpentent le site et veillent au respect des bonnes pratiques indiquées.
Ce site naturel étant sensible, il faut impérativement veiller de façon collective pour garantir l'équilibre entre fréquentation et préservation.
Cet espace est également inscrit au titre de la Loi Paysage. Une modification est en cours pour renforcer la protection du site et obtenir le classement au titre de la même loi.

Il importe de préciser que cette parcelle se situe dans un secteur où les constructions ne sont pas admises dans le document d'urbanisme de la commune, à savoir la carte communale approuvée par arrêté préfectoral le 21 juillet 2005.

Envoyé en préfecture le 17/12/2024
Reçu en préfecture le 17/12/2024
Publié le
ID : 063-216304519-20241210-2024_074-DE

Enfin, cette parcelle n'est ni raccordée au réseau d'eau potable ni à l'assainissement (collectif ou individuel).

Au regard des motifs exposés ci-dessus (risques incendie, risques de chutes d'arbres, atteinte à l'environnement, protection des paysages),
Compte tenu que l'autorisation d'occupation par un chalet provisoire et démontable a été accordée à titre personnel, précaire, révocable et qu'elle n'est pas cessible du fait de la primauté de la gestion forestière sur toute autre considération.

Compte tenu que la convention comporte notamment un article 6 « durée de la convention » selon lequel « *la convention est accordée à compter du 4 janvier 2018 pour une durée de 7 ans 11 mois et 28 jours soit jusqu'au 31 décembre 2025* » et qu'elle prend donc fin de plein droit au terme contractuel sans qu'elle puisse être reconduite,

Il est nécessaire de rappeler à l'occupant que la convention arrive à terme même si celle-ci ne prévoie pas de formalités particulières à mettre en œuvre.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal décide de :

- Notifier au bénéficiaire, Monsieur DERICHEBOURG Thomas, en lettre recommandée avec accusé de réception la fin de la convention d'occupation de terrain à la date de fin de contrat, soit le 31 décembre 2025 ;
- Autoriser Madame le Maire à prendre toutes dispositions pour l'exécution de cette décision.

Fait en Mairie les jour, mois, et an que dessus.
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme

Le Maire, Martine BONY

MAIRIE DE VERNINES (P.-de-Dôme)

Envoyé en préfecture le 17/12/2024
Reçu en préfecture le 17/12/2024
Publié le
ID : 063-216304519-20241210-2024_075-DE

Département du
PUY DE DOME

Arrondissement de
ISSOIRE

Commune de
VERNINES

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Réf : 2024_075

Date de la convocation
04/12/2024

Date d'affichage
04/12/2024

Nombres de Conseillers:
Présents : 8
En exercice : 8
Votants : 8

A l'unanimité
Pour : 8
Contre : 0
Abstentions : 0

Acte rendu executoire après dépôt en Sous-Préfecture d'Issoire
le : 17/12/2024

Publication ou notification le :
18/12/2024

Le Maire,
Martine BONY

MAIRIE DE VERNINES 63 Puy-de-Dôme

L'an **deux mil vingt quatre le : 10 Décembre**
le Conseil Municipal de la commune de VERNINES,
dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,
à la Mairie sous la présidence de BONY Martine, Maire

Présents : Mme BONY Martine, Maire, Mmes : BEAUDONNAT Sandrine, RANDANNE Caroline, MM : BEAUDONNAT Luc, FERRY Denis, MILLIROUX Julien, PIQUET Loïc, VOUTE Benjamin

Secrétaire de la séance : Mme BEAUDONNAT Sandrine

Objet de la délibération :

Renouvellement Concession Chalet Lac Servières - BLANC A.

Madame le Maire rappelle que les forêts appartenant aux collectivités ou aux sections de communes relèvent du régime forestier en vertu de l'article L. 211-1 du code forestier. L'ONF est chargé, par l'article L. 221-2 du code forestier de la mise en œuvre du code forestier ce qui comprend un avis sur la compatibilité à l'aménagement forestier sur tous les projets d'occupation et de travaux en forêt (article R 214-19 alinéa 2 du code forestier).

Une convention d'occupation de terrain par un chalet démontable en forêt bénéficiant du régime forestier a été signée entre la commune de Vernines assistée de l'ONF au titre du Régime Forestier et Madame et Monsieur BLANC Alain, domiciliés avenue du paradis – Résidence Paradis à Royat (63130).

Cette convention d'occupation a été signée le 8 juin 2017.

Cette convention arrive à terme le 31 décembre 2026.

Lors de la signature de la convention, il y avait 15 chalets. Il reste à la date d'aujourd'hui 14 chalets, un chalet ayant été détruit par un incendie.

Depuis plusieurs années, la commune a engagé une réflexion avec les services de l'Etat, et l'ONF sur le bien-fondé du maintien ou non de ces chalets dans la forêt située au bord du lac Servières.
Depuis la signature des conventions d'occupation, la situation a évolué et plusieurs évènements et changements ont eu lieu.

Envoyé en préfecture le 17/12/2024
Reçu en préfecture le 17/12/2024
Publié le
ID : 063-216304519-20241210-2024_075-DE

En premier lieu, nous avons déploré l'incendie du chalet démontable de Mme MARTINEZ Corinne, occupé par Mr MARTINEZ Michel, le 16 avril 2022.
Cet accident qui n'a fait aucun blessé aurait pu être encore plus dramatique et entrainer la disparition de cette forêt.
Le SDIS a alerté la commune et l'ONF sur le risque d'apport de feu en forêt non maîtrisé dans ces constructions précaires.
Des poursuites pénales ont d'ailleurs été engagées à l'encontre de l'auteur de l'infraction « d'incendie involontaire des bois ou forêt appartenant à autrui » et ont donné lieu à une condamnation pénale.
L'attention de la commune a aussi été attirée sur les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2024-1336 du 5 août 2024 interdisant notamment tous types de feux à l'intérieur et jusqu'à une distance de 200 m des bois.
Cet événement a mis en évidence un risque pour la sécurité publique et la préservation de cette forêt.

En second lieu, l'ONF a alerté à plusieurs reprises la commune sur les risques de chute d'arbres.
Il a notamment été déploré la chute d'un arbre sur le toit d'un chalet, le 22/10/2023.
La commune a donc été alertée sur ces risques pour la sécurité publique. A ce titre, l'ONF a fait extraire en 2023 les arbres secs et menaçant vis-à-vis des chalets. Les coûts de câblage pour protéger les chalets lors de l'abattage ont été assumés par la commune. L'ONF a alors alerté la collectivité et l'association des propriétaires-bénéficiaires des chalets du lac Servières, dont M. BLANC est président, des risques de chutes d'arbres liés aux attaques de scolytes sur les épicéas et aux coups de vents répétés sur le peuplement forestier.

En troisième lieu, il s'avère que cet espace est labélisé depuis le 21 janvier 2020 en Espace Naturel Sensible.
Ce classement vise notamment à assurer la préservation du lac Servières et le fonctionnement de son écosystème.
Le Département du Puy-de-Dôme a souhaité conserver l'accès à tous. Cependant la richesse et la fragilité du site imposent le respect de certaines règles, notamment :

- Baignade (animaux compris) et canotage interdits afin de préserver les herbiers aquatiques présents à faible profondeur
- Feux interdits, la proximité de la forêt ne tolère aucun feu ni barbecue
- Le camping est interdit

Des gardes nature arpentent le site et veillent au respect des bonnes pratiques indiquées.
Ce site naturel étant sensible, il faut impérativement veiller de façon collective pour garantir l'équilibre entre fréquentation et préservation.
Cet espace est également inscrit au titre de la Loi Paysage. Une modification est en cours pour renforcer la protection du site et obtenir le classement au titre de la même loi.

Il importe de préciser que cette parcelle se situe dans un secteur où les constructions ne sont pas admises dans le document d'urbanisme de la commune, à savoir la carte communale approuvée par arrêté préfectoral le 21 juillet 2005.

Envoyé en préfecture le 17/12/2024
Reçu en préfecture le 17/12/2024
Publié le
ID : 063-216304519-20241210-2024_075-DE

Enfin, cette parcelle n'est ni raccordée au réseau d'eau potable ni à l'assainissement (collectif ou individuel).

Au regard des motifs exposés ci-dessus (risques incendie, risques de chutes d'arbres, atteinte à l'environnement, protection des paysages),
Compte tenu que l'autorisation d'occupation par un chalet provisoire et démontable a été accordée à titre personnel, précaire, révocable et qu'elle n'est pas cessible du fait de la primauté de la gestion forestière sur toute autre considération.

Compte tenu que la convention comporte notamment un article 6 « durée de la convention » selon lequel « *la convention est accordée à compter du 1er janvier 2018 pour une durée de 9 ans soit jusqu'au 31 décembre 2026* » et qu'elle prend donc fin de plein droit au terme contractuel sans qu'elle puisse être reconduite,

Il est nécessaire de rappeler à l'occupant que la convention arrive à terme même si celle-ci ne prévoie pas de formalités particulières à mettre en œuvre.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal décide de :

- Notifier au bénéficiaire, Monsieur et Madame BLANC Alain, en lettre recommandée avec accusé de réception la fin de la convention d'occupation de terrain à la date de fin de contrat, soit le 31 décembre 2026 ;
- Autoriser Madame le Maire à prendre toutes dispositions pour l'exécution de cette décision.

Fait en Mairie les jour, mois, et an que dessus.
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme

Le Maire, Martine BONY

MAIRIE DE VERNEUIL (Puy-de-Dôme)

Envoyé en préfecture le 17/12/2024
Reçu en préfecture le 17/12/2024
Publié le
ID : 063-216304519-20241210-2024_076-DE

Département du
PUY DE DOME

Arrondissement de
ISSOIRE

Commune de
VERNINES

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Réf : 2024_076

Date de la convocation
04/12/2024

Date d'affichage
04/12/2024

Nombres de Conseillers:
Présents : 8
En exercice : 8
Votants : 8

A l'unanimité
Pour : 8
Contre : 0
Abstentions : 0

Acte rendu executoire après dépôt en Sous-Préfecture d'Issoire
le : 17/12/2024

Publication ou notification le :
18/12/2024

Le Maire,
Martine BONY

MAIRIE DE VERNINES 63 (Puy-de-Dôme)

L'an **deux mil vingt quatre le : 10 Décembre**
le Conseil Municipal de la commune de VERNINES,
dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,
à la Mairie sous la présidence de BONY Martine, Maire

Présents : Mme BONY Martine, Maire, Mmes : BEAUDONNAT Sandrine, RANDANNE Caroline, MM : BEAUDONNAT Luc, FERRY Denis, MILLIROUX Julien, PIQUET Loïc, VOUTE Benjamin

Secrétaire de la séance : Mme BEAUDONNAT Sandrine

Objet de la délibération :

Renouvellement Concession Chalet Lac Servières - BOYER J-M.

Madame le Maire rappelle que les forêts appartenant aux collectivités ou aux sections de communes relèvent du régime forestier en vertu de l'article L. 211-1 du code forestier. L'ONF est chargé, par l'article L. 221-2 du code forestier de la mise en œuvre du code forestier ce qui comprend un avis sur la compatibilité à l'aménagement forestier sur tous les projets d'occupation et de travaux en forêt (article R 214-19 alinéa 2 du code forestier).

Une convention d'occupation de terrain par un chalet démontable en forêt bénéficiant du régime forestier a été signée entre la commune de Vernines assistée de l'ONF au titre du Régime Forestier et Madame et Monsieur BOYER Jean-Marc, domiciliés Villevialle à Laqueuille (63820).

Cette convention d'occupation a été signée le 8 juin 2017.

Cette convention arrive à terme le 31 décembre 2026.

Lors de la signature de la convention, il y avait 15 chalets. Il reste à la date d'aujourd'hui 14 chalets, un chalet ayant été détruit par un incendie.

Depuis plusieurs années, la commune a engagé une réflexion avec les services de l'Etat, et l'ONF sur le bien-fondé du maintien ou non de ces chalets dans la forêt située au bord du lac Servières.
Depuis la signature des conventions d'occupation, la situation a évolué et plusieurs évènements et changements ont eu lieu.

En premier lieu, nous avons déploré l'incendie du chalet démontable

Envoyé en préfecture le 17/12/2024
Reçu en préfecture le 17/12/2024
Publié le
ID : 063-216304519-20241210-2024_076-DE

de Mme MARTINEZ Corinne, occupé par M. MARTINEZ Michel, le 16 avril 2022.
Cet accident qui n'a fait aucun blessé aurait pu être encore plus dramatique et entrainer la disparition de cette forêt.
Le SDIS a alerté la commune et l'ONF sur le risque d'apport de feu en forêt non maîtrisé dans ces constructions précaires.
Des poursuites pénales ont d'ailleurs été engagées à l'encontre de l'auteur de l'infraction « d'incendie involontaire des bois ou forêt appartenant à autrui » et ont donné lieu à une condamnation pénale.
L'attention de la commune a aussi été attirée sur les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2024-1336 du 5 août 2024 interdisant notamment tous types de feux à l'intérieur et jusqu'à une distance de 200 m des bois.
Cet événement a mis en évidence un risque pour la sécurité publique et la préservation de cette forêt.

En second lieu, l'ONF a alerté à plusieurs reprises la commune sur les risques de chute d'arbres.
Il a notamment été déploré la chute d'un arbre sur le toit d'un chalet, le 22/10/2023.
La commune a donc été alertée sur ces risques pour la sécurité publique. A ce titre, l'ONF a fait extraire en 2023 les arbres secs et menaçant vis-à-vis des chalets. Les coûts de câblage pour protéger les chalets lors de l'abattage ont été assumés par la commune. L'ONF a alors alerté la collectivité et l'association des propriétaires-bénéficiaires des chalets du lac Servières, dont M. BLANC est président, des risques de chutes d'arbres liés aux attaques de scolytes sur les épicéas et aux coups de vents répétés sur le peuplement forestier.

En troisième lieu, il s'avère que cet espace est labélisé depuis le 21 janvier 2020 en Espace Naturel Sensible.
Ce classement vise notamment à assurer la préservation du lac Servières et le fonctionnement de son écosystème.
Le Département du Puy-de-Dôme a souhaité conserver l'accès à tous. Cependant la richesse et la fragilité du site imposent le respect de certaines règles, notamment :

- Baignade (animaux compris) et canotage interdits afin de préserver les herbiers aquatiques présents à faible profondeur
- Feux interdits, la proximité de la forêt ne tolère aucun feu ni barbecue
- Le camping est interdit

Des gardes nature arpentent le site et veillent au respect des bonnes pratiques indiquées.
Ce site naturel étant sensible, il faut impérativement veiller de façon collective pour garantir l'équilibre entre fréquentation et préservation.
Cet espace est également inscrit au titre de la Loi Paysage. Une modification est en cours pour renforcer la protection du site et obtenir le classement au titre de la même loi.

Il importe de préciser que cette parcelle se situe dans un secteur où les constructions ne sont pas admises dans le document d'urbanisme de la commune, à savoir la carte communale approuvée par arrêté préfectoral le 21 juillet 2005.

Enfin, cette parcelle n'est ni raccordée au réseau d'eau potable ni à

Envoyé en préfecture le 17/12/2024
Reçu en préfecture le 17/12/2024
Publié le
ID : 063-216304519-20241210-2024_076-DE

l'assainissement (collectif ou individuel).

Au regard des motifs exposés ci-dessus (risques incendie, risques de chutes d'arbres, atteinte à l'environnement, protection des paysages),
Compte tenu que l'autorisation d'occupation par un chalet provisoire et démontable a été accordée à titre personnel, précaire, révocable et qu'elle n'est pas cessible du fait de la primauté de la gestion forestière sur toute autre considération.

Compte tenu que la convention comporte notamment un article 6 « durée de la convention » selon lequel « *la convention est accordée à compter du 1er janvier 2018 pour une durée de 9 ans soit jusqu'au 31 décembre 2026* » et qu'elle prend donc fin de plein droit au terme contractuel sans qu'elle puisse être reconduite,

Il est nécessaire de rappeler à l'occupant que la convention arrive à terme même si celle-ci ne prévoie pas de formalités particulières à mettre en œuvre.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal décide de :

- Notifier au bénéficiaire, Monsieur et Madame BOYER Jean-Marc, en lettre recommandée avec accusé de réception la fin de la convention d'occupation de terrain à la date de fin de contrat, soit le 31 décembre 2026 ;
- Autoriser Madame le Maire à prendre toutes dispositions pour l'exécution de cette décision.

Fait en Mairie les jour, mois, et an que dessus.
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme

Le Maire, Martine BONY

MAIRIE DE VERNINES (63 Puy-de-Dôme)

Envoyé en préfecture le 17/12/2024
Reçu en préfecture le 17/12/2024
Publié le
ID : 063-216304519-20241210-2024_077-DE

Département du
PUY DE DOME

Arrondissement de
ISSOIRE

Commune de
VERNINES

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Réf : 2024_077

Date de la convocation
04/12/2024

Date d'affichage
04/12/2024

Nombres de Conseillers:
Présents : 8
En exercice : 8
Votants : 8

A l'unanimité
Pour : 8
Contre : 0
Abstentions : 0

Acte rendu executoire après dépôt en Sous-Préfecture d'Issoire
le : 17/12/2024

Publication ou notification le :
18/12/2024

Le Maire,
Martine BONY

L'an **deux mil vingt quatre le : 10 Décembre**
le Conseil Municipal de la commune de VERNINES,
dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,
à la Mairie sous la présidence de BONY Martine, Maire

Présents : Mme BONY Martine, Maire, Mmes : BEAUDONNAT Sandrine, RANDANNE Caroline, MM : BEAUDONNAT Luc, FERRY Denis, MILLIROUX Julien, PIQUET Loïc, VOUTE Benjamin

Secrétaire de la séance : Mme BEAUDONNAT Sandrine

Objet de la délibération :

Renouvellement Concession Chalet Lac Servières - LAURENT R.

Madame le Maire rappelle que les forêts appartenant aux collectivités ou aux sections de communes relèvent du régime forestier en vertu de l'article L. 211-1 du code forestier. L'ONF est chargé, par l'article L. 221-2 du code forestier de la mise en œuvre du code forestier ce qui comprend un avis sur la compatibilité à l'aménagement forestier sur tous les projets d'occupation et de travaux en forêt (article R 214-19 alinéa 2 du code forestier).

Une convention d'occupation de terrain par un chalet démontable en forêt bénéficiant du régime forestier a été signée entre la commune de Vernines assistée de l'ONF au titre du Régime Forestier et Monsieur LAURENT René, domicilié 17 ter route de Dallet à Lempdes (63370).

Cette convention d'occupation a été signée le 21 novembre 2016.

Cette convention arrive à terme le 31 décembre 2025.

Lors de la signature de la convention, il y avait 15 chalets. Il reste à la date d'aujourd'hui 14 chalets, un chalet ayant été détruit par un incendie.

Depuis plusieurs années, la commune a engagé une réflexion avec les services de l'Etat, et l'ONF sur le bien-fondé du maintien ou non de ces chalets dans la forêt située au bord du lac Servières.
Depuis la signature des conventions d'occupation, la situation a évolué et plusieurs évènements et changements ont eu lieu.

En premier lieu, nous avons déploré l'incendie du chalet démontable

Envoyé en préfecture le 17/12/2024
Reçu en préfecture le 17/12/2024
Publié le
ID : 063-216304519-20241210-2024_077-DE

de Mme MARTINEZ Corinne, occupé par M. MARTINEZ Michel, le 16 avril 2022.
Cet accident qui n'a fait aucun blessé aurait pu être encore plus dramatique et entrainer la disparition de cette forêt.
Le SDIS a alerté la commune et l'ONF sur le risque d'apport de feu en forêt non maîtrisé dans ces constructions précaires.
Des poursuites pénales ont d'ailleurs été engagées à l'encontre de l'auteur de l'infraction « d'incendie involontaire des bois ou forêt appartenant à autrui » et ont donné lieu à une condamnation pénale.
L'attention de la commune a aussi été attirée sur les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2024-1336 du 5 août 2024 interdisant notamment tous types de feux à l'intérieur et jusqu'à une distance de 200 m des bois.
Cet événement a mis en évidence un risque pour la sécurité publique et la préservation de cette forêt.

En second lieu, l'ONF a alerté à plusieurs reprises la commune sur les risques de chute d'arbres.
Il a notamment été déploré la chute d'un arbre sur le toit d'un chalet, le 22/10/2023.
La commune a donc été alertée sur ces risques pour la sécurité publique. A ce titre, l'ONF a fait extraire en 2023 les arbres secs et menaçant vis-à-vis des chalets. Les coûts de câblage pour protéger les chalets lors de l'abattage ont été assumés par la commune. L'ONF a alors alerté la collectivité et l'association des propriétaires-bénéficiaires des chalets du lac Servières, dont M. BLANC est président, des risques de chutes d'arbres liés aux attaques de scolytes sur les épicéas et aux coups de vents répétés sur le peuplement forestier.

En troisième lieu, il s'avère que cet espace est labélisé depuis le 21 janvier 2020 en Espace Naturel Sensible.
Ce classement vise notamment à assurer la préservation du lac Servières et le fonctionnement de son écosystème.
Le Département du Puy-de-Dôme a souhaité conserver l'accès à tous. Cependant la richesse et la fragilité du site imposent le respect de certaines règles, notamment :

- Baignade (animaux compris) et canotage interdits afin de préserver les herbiers aquatiques présents à faible profondeur
- Feux interdits, la proximité de la forêt ne tolère aucun feu ni barbecue
- Le camping est interdit

Des gardes nature arpentent le site et veillent au respect des bonnes pratiques indiquées.
Ce site naturel étant sensible, il faut impérativement veiller de façon collective pour garantir l'équilibre entre fréquentation et préservation.
Cet espace est également inscrit au titre de la Loi Paysage. Une modification est en cours pour renforcer la protection du site et obtenir le classement au titre de la même loi.

Il importe de préciser que cette parcelle se situe dans un secteur où les constructions ne sont pas admises dans le document d'urbanisme de la commune, à savoir la carte communale approuvée par arrêté préfectoral le 21 juillet 2005.

Enfin, cette parcelle n'est ni raccordée au réseau d'eau potable ni à

Envoyé en préfecture le 17/12/2024
Reçu en préfecture le 17/12/2024
Publié le
ID : 063-216304519-20241210-2024_077-DE

l'assainissement (collectif ou individuel).

Au regard des motifs exposés ci-dessus (risques incendie, risques de chutes d'arbres, atteinte à l'environnement, protection des paysages),
Compte tenu que l'autorisation d'occupation par un chalet provisoire et démontable a été accordée à titre personnel, précaire, révocable et qu'elle n'est pas cessible du fait de la primauté de la gestion forestière sur toute autre considération.

Compte tenu que la convention comporte notamment un article 6 « durée de la convention » selon lequel « *la convention est accordée à compter du 1er janvier 2017 pour une durée de 9 ans soit jusqu'au 31 décembre 2025* » et qu'elle prend donc fin de plein droit au terme contractuel sans qu'elle puisse être reconduite,

Il est nécessaire de rappeler à l'occupant que la convention arrive à terme même si celle-ci ne prévoie pas de formalités particulières à mettre en œuvre.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal décide de :

- Notifier au bénéficiaire, Monsieur LAURENT René, en lettre recommandée avec accusé de réception la fin de la convention d'occupation de terrain à la date de fin de contrat, soit le 31 décembre 2025 ;
- Autoriser Madame le Maire à prendre toutes dispositions pour l'exécution de cette décision.

Fait en Mairie les jour, mois, et an que dessus.
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme

Le Maire, Martine BONY

MAIRIE DE VERNINES 63 (Puy-de-Dôme)

Envoyé en préfecture le 17/12/2024
Reçu en préfecture le 17/12/2024
Publié le
ID : 063-216304519-20241210-2024_078-DE

Département du
PUY DE DOME

Arrondissement de
ISSOIRE

Commune de
VERNINES

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Réf : 2024_078

Date de la convocation
04/12/2024

Date d'affichage
04/12/2024

Nombres de Conseillers:
Présents : 8
En exercice : 8
Votants : 8

A l'unanimité
Pour : 8
Contre : 0
Abstentions : 0

Acte rendu executoire après dépôt en Sous-Préfecture d'Issoire
le : 17/12/2024

Publication ou notification le :
18/12/2024

Le Maire,
Martine BONY

MAIRIE DE VERNINES 63 (Puy-de-Dôme)

L'an **deux mil vingt quatre le : 10 Décembre**
le Conseil Municipal de la commune de VERNINES,
dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,
à la Mairie sous la présidence de BONY Martine, Maire

Présents : Mme BONY Martine, Maire, Mmes : BEAUDONNAT Sandrine, RANDANNE Caroline, MM : BEAUDONNAT Luc, FERRY Denis, MILLIROUX Julien, PIQUET Loïc, VOUTE Benjamin

Secrétaire de la séance : Mme BEAUDONNAT Sandrine

Objet de la délibération :

Renouvellement Concession Chalet Lac Servières - GLOCK M.

Madame le Maire rappelle que les forêts appartenant aux collectivités ou aux sections de communes relèvent du régime forestier en vertu de l'article L. 211-1 du code forestier. L'ONF est chargé, par l'article L. 221-2 du code forestier de la mise en œuvre du code forestier ce qui comprend un avis sur la compatibilité à l'aménagement forestier sur tous les projets d'occupation et de travaux en forêt (article R 214-19 alinéa 2 du code forestier).

Une convention d'occupation de terrain par un chalet démontable en forêt bénéficiant du régime forestier a été signée entre la commune de Vernines assistée de l'ONF au titre du Régime Forestier et Madame GLOCK Martine, domiciliée 17 boulevard Gustave Flaubert à Clermont-Ferrand (63000).

Cette convention d'occupation a été signée le 27 septembre 2017.

Cette convention arrive à terme le 31 décembre 2026.

Lors de la signature de la convention, il y avait 15 chalets. Il reste à la date d'aujourd'hui 14 chalets, un chalet ayant été détruit par un incendie.

Depuis plusieurs années, la commune a engagé une réflexion avec les services de l'Etat, et l'ONF sur le bien-fondé du maintien ou non de ces chalets dans la forêt située au bord du lac Servières.
Depuis la signature des conventions d'occupation, la situation a évolué et plusieurs évènements et changements ont eu lieu.

En premier lieu, nous avons déploré l'incendie du chalet démontable

Envoyé en préfecture le 17/12/2024
Reçu en préfecture le 17/12/2024
Publié le
ID : 063-216304519-20241210-2024_078-DE

de Mme MARTINEZ Corinne, occupé par M. MARTINEZ Michel, le 16 avril 2022.
Cet accident qui n'a fait aucun blessé aurait pu être encore plus dramatique et entrainer la disparition de cette forêt.
Le SDIS a alerté la commune et l'ONF sur le risque d'apport de feu en forêt non maîtrisé dans ces constructions précaires.
Des poursuites pénales ont d'ailleurs été engagées à l'encontre de l'auteur de l'infraction « d'incendie involontaire des bois ou forêt appartenant à autrui » et ont donné lieu à une condamnation pénale.
L'attention de la commune a aussi été attirée sur les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2024-1336 du 5 août 2024 interdisant notamment tous types de feux à l'intérieur et jusqu'à une distance de 200 m des bois.
Cet événement a mis en évidence un risque pour la sécurité publique et la préservation de cette forêt.

En second lieu, l'ONF a alerté à plusieurs reprises la commune sur les risques de chute d'arbres.
Il a notamment été déploré la chute d'un arbre sur le toit d'un chalet, le 22/10/2023
La commune a donc été alertée sur ces risques pour la sécurité publique. A ce titre, l'ONF a fait extraire en 2023 les arbres secs et menaçant vis-à-vis des chalets. Les coûts de câblage pour protéger les chalets lors de l'abattage ont été assumés par la commune. L'ONF a alors alerté la collectivité et l'association des propriétaires-bénéficiaires des chalets du lac Servières, dont M. BLANC est président, des risques de chutes d'arbres liés aux attaques de scolytes sur les épicéas et aux coups de vents répétés sur le peuplement forestier.

En troisième lieu, il s'avère que cet espace est labélisé depuis le 21 janvier 2020 en Espace Naturel Sensible.
Ce classement vise notamment à assurer la préservation du lac Servières et le fonctionnement de son écosystème.
Le Département du Puy-de-Dôme a souhaité conserver l'accès à tous. Cependant la richesse et la fragilité du site imposent le respect de certaines règles, notamment :

- Baignade (animaux compris) et canotage interdits afin de préserver les herbiers aquatiques présents à faible profondeur
- Feux interdits, la proximité de la forêt ne tolère aucun feu ni barbecue
- Le camping est interdit

Des gardes nature arpentent le site et veillent au respect des bonnes pratiques indiquées.
Ce site naturel étant sensible, il faut impérativement veiller de façon collective pour garantir l'équilibre entre fréquentation et préservation.
Cet espace est également inscrit au titre de la Loi Paysage. Une modification est en cours pour renforcer la protection du site et obtenir le classement au titre de la même loi.

Il importe de préciser que cette parcelle se situe dans un secteur où les constructions ne sont pas admises dans le document d'urbanisme de la commune, à savoir, la carte communale approuvée par arrêté préfectoral le 21 juillet 2005.

Enfin, cette parcelle n'est ni raccordée au réseau d'eau potable ni à

Envoyé en préfecture le 17/12/2024
Reçu en préfecture le 17/12/2024
Publié le
ID : 063-216304519-20241210-2024_078-DE

l'assainissement (collectif ou individuel).

Au regard des motifs exposés ci-dessus (risques incendie, risques de chutes d'arbres, atteinte à l'environnement, protection des paysages),
Compte tenu que l'autorisation d'occupation par un chalet provisoire et démontable a été accordée à titre personnel, précaire, révocable et qu'elle n'est pas cessible du fait de la primauté de la gestion forestière sur toute autre considération.

Compte tenu que la convention comporte notamment un article 6 « durée de la convention » selon lequel « *la convention est accordée à compter du 1er janvier 2018 pour une durée de 9 ans soit jusqu'au 31 décembre 2026* » et qu'elle prend donc fin de plein droit au terme contractuel sans qu'elle puisse être reconduite,

Il est nécessaire de rappeler à l'occupant que la convention arrive à terme même si celle-ci ne prévoie pas de formalités particulières à mettre en œuvre.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal décide de :

- Notifier au bénéficiaire, Madame GLOCK Martine, en lettre recommandée avec accusé de réception la fin de la convention d'occupation de terrain à la date de fin de contrat, soit le 31 décembre 2026 ;
- Autoriser Madame le Maire à prendre toutes dispositions pour l'exécution de cette décision.

Fait en Mairie les jour, mois, et an que dessus.
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme

Le Maire, Martine BONY

MAIRIE DE VERNINES (Puy-de-Dôme)

Envoyé en préfecture le 19/12/2024
Reçu en préfecture le 19/12/2024
Publié le
ID : 063-216304519-20241210-2024_079_DBUD-BF

Département du
PUY DE DOME

Arrondissement de
ISSOIRE

Commune de
VERNINES

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Réf : 2024_079

Date de la convocation
04/12/2024

Date d'affichage
04/12/2024

Nombres de Conseillers:
Présents : 8
En exercice : 8
Votants : 8

A l'unanimité
Pour : 8
Contre : 0
Abstentions : 0

L'an **deux mil vingt quatre le : 10 Décembre**
le Conseil Municipal de la commune de VERNINES,
dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,
à la Mairie sous la présidence de BONY Martine, Maire

Présents : Mme BONY Martine, Maire, Mmes : BEAUDONNAT Sandrine, RANDANNE Caroline, MM : BEAUDONNAT Luc, FERRY Denis, MILLIROUX Julien, PIQUET Loïc, VOUTE Benjamin

Secrétaire de la séance : Mme BEAUDONNAT Sandrine

Objet de la délibération :

Budget Eau et Assainissement : DM n°2 Frais Personnel

Le Conseil Municipal **approuve à l'unanimité** de rajouter à l'ordre du jour la Décision Modificative n°2 au **Budget Service Eaux et Assainissement de VERNINES** concernant les crédits ouverts pour les charges de personnel :

Désignation		
Fonctionnement	Diminution de Crédit	Augmentation de Crédit
61528	1 500,00€	
6215		1 500,00 €
TOTAL	**1 500,00 €**	**1 500,00 €**

Acte rendu executoire
après dépôt en
Sous-Préfecture
d'Issoire
le : 19.12.2024

Publication ou
notification le :
19.12.2024

Le Maire,
Martine BONY

MAIRIE DE VERNINES 63 (Puy-de-Dôme)

Fait en Mairie les jour, mois, et an que dessus.
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme

Le Maire, Martine BONY

MAIRIE DE VERNINES 63 (Puy-de-Dôme)